



Ambassade de France aux Etats-Unis
SER de Washington

Washington DC, le 31 mars 2020
Par Adrien Pascal

Mesures prises en soutien aux travailleurs indépendants aux Etats-Unis dans le cadre du 3^{ème} plan de relance (« CARES Act »)

(mise à jour : 31/03/2020)

Les Etats-Unis comptent 15,5 millions de travailleurs indépendants. Cette note présente les principales mesures prises en soutien aux travailleurs indépendants, dans le cadre du troisième plan de soutien approuvé le 27 mars 2020 par le Congrès, intitulé CARES Act (« *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* »). La mise en place dans l'urgence de mesures de protection sociales des travailleurs indépendants constitue – même si cela est à ce stade temporaire pour la durée de la crise –, une évolution très notable aux Etats-Unis et la reconnaissance d'une carence : les travailleurs indépendants n'étaient pas jusqu'ici éligibles aux protections sociales (assurance chômage, santé, retraites, etc.).

N.B. : Dans le cadre du CARES Act, les travailleurs indépendants sont éligibles aux mesures de soutien des TPE et PME (ces mesures représentent un montant total de 377 Mds USD). Ces dernières sont détaillées dans la note relative aux mesures prises en soutien aux TPE / PME aux États-Unis dans le cadre du 3^{ème} plan de relance, envoyée conjointement.

1- Les mesures de soutien prises au niveau fédéral

Le **Family First Coronavirus Response Act**, signé par Donald Trump le 18 mars 2020, permet aux travailleurs indépendants de percevoir les indemnités suivantes dans le cadre d'un arrêt maladie (« *sick leave* »), pour une durée de quatorze jours :

- 100 % de leur salaire, dans la limite de 500 USD/j, pour les travailleurs indépendants diagnostiqués positifs au COVID-19 ;
- 76 % de leur salaire, dans la limite de 200 USD/j, pour les travailleurs indépendants dont un proche a été diagnostiqué positif au COVID-19 ;
 - 76 % de leur salaire, dans la limite de 200 USD/j, pour les travailleurs indépendants avec un enfant à charge dont l'école a été fermée.

Pour bénéficier de ces mesures, les travailleurs indépendants devront néanmoins payer des impôts sur le territoire américain. C'est en effet par le biais de **crédits d'impôt** que les travailleurs indépendants pourront bénéficier de la mesure.

Le troisième plan de relance permet par ailleurs aux travailleurs indépendants de bénéficier, d'une part (i) d'une indemnité unique, versée à l'ensemble des citoyens américains (« *helicopter money* ») et, d'autre part (ii) d'indemnités de chômage, de la manière suivante :

- (i) Au même titre que l'ensemble des américains éligibles, ils pourront toucher une indemnité unique de 1 200 USD par personne, s'ils gagnent moins de 75 000 USD / an et par adulte. Au-delà de 75 000 USD / an, l'indemnité est décroissante (- 5 USD par 100 USD supplémentaires).

- (ii) La section 2105 du *CARES Act* crée le *Pandemic Unemployment Assistance Program*, qui permet d'indemniser les travailleurs non-éligibles à l'assurance chômage (UI) – les travailleurs indépendants sont donc concernés – pour une durée maximale de 39 semaines. Le montant de l'indemnité est calqué sur celle des travailleurs éligibles, à savoir 600 USD par semaine, en application de la section 2104 dudit texte.

La mesure pourrait coûter 26,9 Mds USD et concerner jusqu'à 15,6 M de travailleurs (il est toutefois peu probable que l'ensemble des travailleurs indépendants fassent appel au mécanisme de soutien).

Enfin, les travailleurs indépendants qui resteraient sans emploi après l'épuisement de leurs droits pourraient bénéficier de treize semaines supplémentaires de chômage.

Au niveau des Etats fédérés

Les états fédérés ont été précurseurs dans la réflexion sur la protection des travailleurs indépendants, poussant l'état fédéral à agir plus vite¹. En application de la section 2104, **ils peuvent adopter, en parallèle de l'Etat fédéral, des mesures d'urgence à la fois sanitaires et économiques**. Le 25 mars 2020, les procureurs généraux de 15 états fédérés ont adressé à un courrier à Amazon et Whole Foods, dans lequel ils exhortent les entreprises à adopter des mesures supplémentaires pour leurs salariés et les indépendants qui travaillent pour elles, par exemple, en allongeant la durée de l'indemnisation à 12 semaines (avec une indemnité équivalente à 76 % du salaire).

Plus globalement, la progression de l'épidémie pourrait pousser certains états à adopter des mesures sociales pour compléter le dispositif de l'Etat fédéral. Ils pourraient, à moyen terme, constituer un relai en faveur d'une meilleure protection sociale des travailleurs indépendants².

Au niveau du secteur privé

Certaines entreprises de la « Gig Economy » ont annoncé une série de mesures pour permettre l'indemnisation des travailleurs indépendants pendant la crise : les conducteurs d'Uber et de Lyft, services de *ride sharing* qui sont testés positifs au COVID-19 ou placés en quarantaine à la demande des autorités sanitaires devraient ainsi recevoir des compensations financières (le revenu quotidien moyen sur les six derniers mois) pour une durée de 14 jours. Andrew Macdonald, vice-président d'Uber, a annoncé que l'entreprise réfléchissait à adopter des mesures similaires à l'étranger. A l'inverse, Facebook a annoncé que les travailleurs indépendants (« *contractors* »), auxquels l'entreprise fait appel, ne seront pas éligibles à la prime de 1 000 USD, débloquée pour ses employés. Au sein de certaines entreprises (tout particulièrement au sein d'Instacart et d'Amazon), des mouvements de grève ont débuté pour améliorer les conditions de travail et les protections des employés, notamment indépendants. Le mouvement a été soutenu par plusieurs figures du parti démocrate, dont Elizabeth Warren (D-Massachusetts) et Cory Booker (D-New Jersey), anciens candidats à l'investiture démocrate, et Bernie Sanders (Ind-Vermont).

1 Dans un courrier adressé à la Maison Blanche, Andrew Cuomo, gouverneur de l'Etat de New York, avait demandé à l'administration fédérale d'indemniser les travailleurs indépendants de l'état de New York placés en quarantaine (via le « *disaster unemployment assistance* », un programme d'aide fédérale).

2 Ainsi, Andrew Cuomo, gouverneur de l'état de New York, a interpellé l'administration quant à l'impact de la crise (« *While we continue to pursue long-term statewide reforms that will ensure all gig-economy workers receive the protections they deserve while maintaining the job flexibility they enjoy, it is clear the coronavirus epidemic will have a real impact [...] and they deserve protections now* »).

Ainsi, le débat se politise progressivement et se heurte à la question du statut des travailleurs indépendants. Ainsi, le sénateur Mark Warner (D-Virginie) a pressé les entreprises de la Gig Economy à s'engager publiquement (« *to publicly commit to prioritizing your workers' economic security and the broader public health during this response* »). Joe Biden et Bernie Sanders, candidats à l'investiture démocrate, ont estimé que les mesures des entreprises suscitées n'étaient pas suffisantes. Le 7 mars 2020, [sur Twitter](#), Joe Biden a apporté son soutien à la loi californienne AB 5, qui requalifie les travailleurs indépendants de la *Gig Economy* en tant que salariés dans l'Etat de Californie. Le 23 mars 2020, Dara Khosrowshahi, **PDG d'Uber, a adressé un courrier à la Maison Blanche et au Congrès, dans lequel il appelle à l'adoption de mesures protectrices immédiates pour les travailleurs indépendants, mais appelle les législateurs à la « vigilance » quant au statut des travailleurs de l'entreprise**, estimant qu'ils ne peuvent être considérés comme salariés. A travers ses déclarations, le PDG d'Uber continue de s'opposer à la loi californienne AB 5, alors qu'un référendum d'initiative populaire (« *ballot initiative* »)³, qui viserait à supprimer les mesures de ladite loi, est prévu en novembre 2020.

* * *

En conclusion, plusieurs questions essentielles se posent, s'agissant de la suite de la gestion de la crise :

- L'assurance santé des travailleurs indépendants n'est pas abordée par les différentes lois de soutien votées par le Congrès. Or, beaucoup de travailleurs indépendants, n'ayant pas d'assurance santé via leur employeur, n'ont pas contracté d'assurances de santé privées, en raison de leur coût. Dans un contexte de pandémie, cette carence est majeure s'agissant de la situation des travailleurs indépendants, par rapport au régime de droit commun.
- Par ailleurs, les lois votées transfèrent à l'Etat fédéral la charge de l'indemnisation chômage des travailleurs indépendants, alors que les entreprises qui les utilisent ne cotisent pas pour au régime d'indemnisation. Certains commentateurs américains soulignent que, dans l'urgence, le Congrès a fait un « cadeau », ou en tout cas a apporté un soutien indirect à la *Gig Economy*.
- Alors que plusieurs mouvements de grève ont débuté au sein des entreprises Instacart et Amazon pour protester contre l'insuffisance des protections des travailleurs, le débat sur le statut des travailleurs indépendants pourrait se politiser davantage.
- Enfin, la question du prolongement des durées prévues des dispositifs votés et in fine de leur pérennisation se posera inévitablement, notamment à l'approche des élections.

³ Le projet "Protect App-Based Drivers and Services Act" aurait recueilli le seuil (1 M de signatures) nécessaire pour être soumise au vote en novembre 2020.